Document generated on 05/07/2025 5:33 p.m.

Bulletin d'histoire politique

À propos du livre de Gilles Gagné et Simon Langlois, Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec, Montréal, PUM, 2002, 190 p.

Pierre Drouilly

Volume 11, Number 2, Winter 2003

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060608ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060608ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Drouilly, P. (2003). Review of [À propos du livre de Gilles Gagné et Simon Langlois, Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec, Montréal, PUM, 2002, 190 p.] *Bulletin d'histoire politique*, *11*(2), 184–190. https://doi.org/10.7202/1060608ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

À propos du livre de Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, PUM, 2002, 190 p.

Pierre Drouilly
Département de sociologie
UQAM

Je voudrais d'emblée saluer le livre de Gilles Gagné et Simon Langlois, comme une analyse fort intéressante et très pertinente de la conjoncture politique au Québec. Voici enfin disponibles, sous forme de monographie, les travaux qu'ils ont entrepris sur les appuis à la souveraineté, travaux qu'on a pu lire depuis trois ans dans *Le Devoir*, dans *Recherches sociographiques* ou dans *Québec 2001* et *Québec 2002*. Ces travaux s'appuient sur une analyse des sondages, effectués en 1995 et depuis (particulièrement durant la période 1999-2001), que la maison Léger Marketing a mis à la disposition des chercheurs. Bien que cette situation créé une limitation évidente au travail d'analyse, les chercheurs devant se limiter aux questions posées par le sondeur, l'approche de Gagné et Langlois est toutefois authentiquement sociologique, et très riche de conclusions.

L'échelle Gagné-Langlois

Rappelons brièvement la démarche de Gagné et Langlois. Ils remarquent d'abord très pertinemment qu'on ne peut tirer des résultats globaux d'un sondage, d'une élection ou d'un référendum une quelconque conclusion pertinente pour l'analyse de l'opinion : du résultat serré du référendum de 1995, on ne peut conclure que les Québécois soient ambigus. Que de sornettes n'a-t-on pas entendu concernant la légendaire « ambivalence » du « peuple » canadien-français, parce qu'il votait de manière semble-t-il contradictoire (« bleu à Québec, rouge à Ottawa ») alors que ce n'était la plupart du temps que l'effet mécanique du mode de scrutin ou une illustration de plus de l'effet Condorcet !

Les auteurs rappellent ensuite avec justesse que le Québec « ne forme pas un tout », mais que comme toute société, il est constitué de groupes ayant des intérêts propres et des objectifs politiques divers, et que le résultat d'une élection est le produit de ces conflits. Pour analyser un sondage, ou une consultation électorale, il faut donc l'étudier dans le détail des groupes sociaux pour y rechercher « les raisons fortes » des électeurs. Habituellement on ventile les opinions politiques suivant une série de caractéristiques sociodémographiques : âge, sexe, langue, scolarité, région, travail, revenus, etc. Mais cette analyse à plat des intentions de vote, pour chacune de ces caractéristiques, gomme le fait qu'on est tout à la fois un homme ou une femme ayant tel âge, parlant telle langue, vivant dans telle région, ayant telle scolarité, tel revenu, etc.

Gagné et Langlois proposent donc de combiner alors quatre variables entre elles, soit la langue (francophones/autres), l'âge (18 à 54 ans/55 ans et plus), le statut de travail (actifs/inactifs), et enfin le revenu (moins de 20 000 $/20 000 $ et plus). En combinant ces quatre variables, on obtient 16 types différents, qu'ils réduisent alors à six seulement, les effectifs étant insuffisants pour une analyse statistique dans les dix autres groupes. Gagné et Langlois constatent alors, en analysant les sondages de la campagne référendaire de 1995, plusieurs choses fort intéressantes.

La première est que les intentions de vote référendaire pour le OUI en 1995 varient beaucoup d'un groupe à l'autre, passant de moins de 5% chez les anglophones et allophones âgés, à plus de 70% chez les francophones de moins de 55 ans, actifs sur le marché du travail et gagnant des revenus supérieurs à 20 000 $. Ce dernier groupe constitue le type social qui porte le projet souverainiste, et que Gagné et Langlois appellent le « groupe porteur ». Il est constitué de citoyens et citoyennes parlant français dont la socialisation politique s'est faite durant la Révolution tranquille et après, « dans le cadre de la société québécoise plutôt que le Canada français et dont les perspectives de vie sont liées au travail plutôt qu'aux rentes ou à des formes de dépendance sociale » pour reprendre les mots des auteurs. Gagné et Langlois constatent ensuite que durant la campagne référendaire de 1995 ce groupe a « adhéré plus fortement à l'hypothèse d'une victoire à mesure qu'elle devenait plus crédible pendant que les autres faisaient exactement l'inverse ». Ils constatent enfin que la baisse actuelle du OUI dans les sondages est le fait exclusivement d'une baisse dans ce groupe des francophones âgés de moins de 55 ans, actifs et ayant des revenus supérieurs à 20 000 $, alors que dans tous les autres groupes le OUI maintient ses appuis, à un niveau bien entendu moins élevé. Gagné et Langlois expliquent cette baisse du OUI dans son groupe porteur par le mécontentement face aux politiques du Parti québécois, et concluent donc qu'un revirement est toujours

possible, la désaffection du groupe porteur étant une réaction protestataire vis-à-vis l'orientation politique du gouvernement péquiste, mais qui n'exclut pas un revirement rapide par mobilisation autour d'un enjeu référendaire. L'hypothèse, fort plausible, étant qu'un mouvement social de cette ampleur et de cette durée ne renoncera pas aussi facilement à son objectif politique constitutif, au prétexte qu'il est insatisfait de telle politique ou de tel dirigeant souverainiste du moment.

Le modèle sous-jacent

L'échelle de Gagné et Langlois est un progrès considérable dans l'analyse de la conjoncture référendaire actuelle, par rapport aux platitudes que l'on entend ou lit si souvent à propos des sondages, qui se limitent à un bavardage pseudo-philosophique sur « l'âme québécoise » et ne s'élèvent guère au-dessus de la pensée magique avec laquelle nos ancêtres néolithiques devaient tenter d'expliquer les variations du temps. Ainsi l'analyse du vote des femmes faite par les deux chercheurs (chapitre 4) permet de dépasser les habituelles considérations sur « l'âme féminine », pour arriver à des conclusions plus pertinentes sur les caractéristiques sociales de la condition féminine qui expliquent leur comportement électoral. L'analyse de Gagné et Langlois est faite dans une perspective historique et sociologique et c'est pour cela qu'elle est pertinente et convaincante.

Elle est cependant incomplète à bien des égards. Ainsi, par exemple, il est très surprenant qu'ils n'aient pas inclus, dans leurs critères pour délimiter les groupes, la scolarité des répondants comme variable discriminante. Toutes les enquêtes montrent que la scolarité est une des caractéristiques qui différencie le plus les différents électorats, et elle est d'ailleurs fortement liée à l'âge, à l'activité sur le marché du travail et au revenu. D'autres caractéristiques pourraient utilement être ajoutées à ce type d'analyse, mais malheureusement les sondeurs en Amérique du nord ne les incluent pas de façon standard dans leurs questionnaires: mentionnons, en vrac, les croyances et les pratiques religieuses, la syndicalisation, la dichotomie secteur public/secteur privé, les types de professions, etc. Bref, non seulement les caractéristiques socio-démographiques, mais aussi les caractéristiques qui cernent les orientations culturelles, idéologiques et politiques au sens large. On verrait alors certainement le OUI varier pratiquement de zéro à cent pour cent dans les différents groupes.

Le but finalement étant de cerner le plus précisément possible différents groupes ou classes sociales. Le modèle théorique sous-jacent est alors que les partis politiques représentent des intérêts très bien délimités qui devraient refléter ceux de groupes sociaux correspondants: idéalement chaque parti

politique devrait refléter les intérêts d'une classe sociale ou une fraction de classe, et chacune d'elles devrait adhérer parfaitement à « son » parti et lui accorder son soutien intégral. On peut qualifier ce modèle de marxiste élémentaire (sans aucune coloration péjorative ou idéologique), puisqu'il fut utilisé par Marx dans son livre *Les luttes de classe en France* dans l'analyse des élections françaises de 1848 : ce modèle a toujours parcouru en filigrane la sociologie électorale, depuis l'œuvre d'André Siegfried, le fondateur de la discipline, jusqu'aux analyses les plus récentes faites autant en Europe qu'aux États-Unis.

Toutefois la réalité est beaucoup plus complexe, et l'adéquation des partis politiques aux différentes classes sociales est beaucoup plus floue dans la réalité, même si les exemples de partis catégoriels abondent dans l'histoire des démocraties contemporaines. Et cela pour deux raisons au moins. En premier, lieu, les partis politiques, en tout cas la plupart d'entre eux, ont pour objectif principal la prise du pouvoir et cela leur serait impossible s'ils collaient de trop près aux intérêts d'un groupe social particulier, aussi large fut-il : les partis politiques essaient donc de ratisser le plus large possible, et pour cela ils doivent brouiller leur discours politique et le rendre le plus attrayant possible au maximum d'électeurs en le rendant le plus flou possible, sans toutefois perdre l'essentiel de leur groupe porteur. En second lieu, les groupes sociaux eux-mêmes se sont fragmentés à l'infini dans les sociétés industrielles contemporaines : il n'y a plus une bourgeoisie, un prolétariat et une paysannerie bien délimités (il y en a-t-il jamais eu ?). Il y a maintenant une multitude de couches, de strates, de classes sociales et de fractions de classe qui vont de l'oligarchie financière aux assistés sociaux, en passant par les multiples « classes moyennes » et tous les groupes d'employés, de travailleurs et d'agriculteurs. Les sociologues tentent, tant bien que mal, d'appréhender avec leurs pauvres instruments de mesure (enquêtes, sondages) la complexité infinie de la société moderne.

Retour sur le vote linguistique

Mais parfois un rayon de lumière éclaire d'une manière particulièrement crue un aspect de cette complexité : c'est le cas de la polarisation presque parfaite du vote linguistique au Québec. Les non-francophones appuient massivement les options fédéralistes dans les référendums (1980, 1992, 1995) : c'est que sur la question de la souveraineté les enjeux sont clairs. C'est OUI ou c'est NON. Il n'y a pas de si, ni de peut-être, ni d'à condition que... Sur cet enjeu les partis politiques, et le Parti québécois en tout premier lieu, ne peuvent jouer du flou artistique ni brouiller leur discours. Et la souveraineté du Québec va à l'encontre des intérêts du groupe dominant au

Canada, les anglophones et dans leur sillage les allophones. Il n'est donc pas étonnant, même si cela peut être très frustrant pour les souverainistes, que le vote non-francophone se reporte presque intégralement dans le camp fédéraliste.

À ce propos Gagné et Langlois donnent, nous semble-t-il, un trop grand crédit aux chiffres des sondages qu'ils analysent concernant le vote anglophone et allophone, dont les intentions de vote pour le OUI se situent régulièrement à un niveau supérieur à 10%. Il ne faut pas croire tout ce que les gens disent, surtout dans les sondages. Si effectivement 10% des non-francophones appuyaient le OUI ou le Parti québécois, cela se verrait dans les résultats des consultations électorales, notamment dans les régions où ils sont fortement concentrés. Or l'analyse des résultats électoraux ne permet pas de déceler un appui significatif des non-francophones aux options souverainistes. Le paradoxe tient à la différence qu'il existe entre opinion et action: dans les sondages, une proportion non négligeable de répondants anglophones et allophones disent qu'ils appuieront le OUI, et ils expriment ainsi une opinion à laquelle ils adhèrent à ce moment là. Puis vient la campagne électorale, le débat politique, les prises de position des différents leaders d'opinion et des différents groupes organisés dans la société, et alors l'opinion doit se traduire en action: dans le cas des anglophones et des allophones, de manière récurrente, les intentions de vote souverainistes baissent lors des campagnes électorales, et l'analyse des résultats des consultations révèle que le vote souverainiste des non-francophones se situe toujours à un niveau considérablement plus bas que ce qu'annonçaient les sondages. Le NPD au Canada connaît le même sort, les sondages entre les élections le créditant régulièrement d'intentions de vote supérieures à son vote effectif le jour du scrutin.

Le problème théorique

Au fond, l'objectif de toute analyse électorale est de segmenter l'électorat en sous-groupes les plus homogènes possible, afin d'y lire non seulement les motivations explicites exprimées par les électeurs (dans le cas des sondages), mais d'y découvrir aussi les raisons historiques et sociologiques qui expliquent leur comportement. Comme cet objectif n'est jamais réalisé complètement par la prise en compte des caractéristiques socio-démographiques des répondants (aucun groupe, sauf les anglophones, n'appuie unanimement une option ou un parti), on se retrouve confronté à la question pernicieuse posée il a longtemps déjà par le politologue américain V. O. Key Jr.: si on montre que dans un groupe social donné la très vaste majorité des électeurs appuient un parti par intérêt, comme expliquer qu'il demeure une minorité

des électeurs qui ne le fait pas, allant ainsi manifestement contre leurs propres intérêts ?

Pour reprendre les catégories de Gagné et Langlois, comment se fait-il que le tiers de leur groupe porteur du projet souverainiste vote NON, ou bien qu'il y autant d'inactifs, ou de personnes âgées, ou des deux à la fois qui votent OUI ? Une partie de la réponse se trouve dans la prise en considération de caractéristiques additionnelles, parmi lesquelles les caractéristiques psychosociales des répondants sont déterminantes. Et parmi celles-là, l'identité en est la principale. Malheureusement les sondeurs mesurent trop rarement cette caractéristique (« spontanément vous vous définissez comme Canadien, Canadien français, Québécois ou autrement ? »). Avoir disposé de cette variable aurait permit aux deux chercheurs d'aller encore plus loin dans leur analyse. Toutefois, dans le chapitre 2 (« La mobilisation de 1995»), ils intuitionnent cet aspect de la question, et concluent finalement que ce sont des francophones « Canadiens français » qui « se sont retirés du camp du OUI devant l'éminence d'une victoire qui aurait signé la fin du Canada français ». Cependant Gagné et Langlois identifient trop fortement cette division Québécois/Canadien français à la coupure de l'âge, définie par la Révolution tranquille (moins de 55 ans/55 ans et plus). En effet, parmi les francophones âgés de plus de 55 ans, on en trouve que se définissent comme « Québécois » et qui appuient le OUI, tandis que parmi les francophones qui ont moins de 55 ans (et qui donc ont été socialisés après 1960), on en trouve dans le groupe porteur qui se définissent comme « Canadiens » ou même comme « Canadiens français », et qui appuient le NON. C'est ce clivage identitaire qui fractionne le groupe porteur de la souveraineté, alors que le « groupe porteur » du *statu quo*, les anglophones et les allophones, dont l'identité est massivement « canadienne », appui en bloc le NON.

Pour la suite des choses

Les analyses de Gagné et Langlois ont été terminées à l'automne 2001, juste avant que les sondages nous révèlent l'effondrement des appuis au Parti québécois, alors que les appuis au OUI se maintiennent au même niveau. Dans cette conjoncture politique nouvelle, les deux derniers chapitres du livre (« La république des satisfaits » et « Le mouvement souverainiste, orphelin d'un projet ? ») apparaissent, avec le recul, comme tout à fait prémonitoires, et font ressortir la pertinence de l'analyse de Gagné et Langlois.

Nous laissons aux lecteurs le plaisir de découvrir ces deux chapitres, dans lesquels les auteurs font une critique fort pertinente de la soi-disant social-démocratie péquiste, et des perspectives d'avenir du mouvement souverainiste. Contentons-nous de dire qu'on y trouvera d'une certaine façon un

début d'explication de la montée de l'Action démocratique, si redoutée par le Parti québécois tout comme par le Parti libéral.

La critique de Gagné et Langlois, par son ampleur et sa profondeur, risque malheureusement de ne pas être écoutée dans la classe politique péquiste : tel est le sort ingrat des intellectuels qui gardent un minimum de lucidité, au-delà de la seule grille partisane qu'utilisent les politiciens.

Car à lire attentivement entre les lignes le livre de Gilles Gagné et Simon Langlois, on ne peut qu'y découvrir un message d'espoir pour l'avenir du mouvement souverainiste, même si la conjoncture actuelle semble nous conduire inexorablement à un pessimisme profond.